

GLANÉS



Pierre-Yves Simonin : «Rebondir et passer en mode projet».

EN 2023

Proximité, service, prix

Les membres du CODIR, profondément renouvelé en 2022, sont montés à la tribune, à l'appel du directeur général, Pierre-Antoine Ferru, pour commenter succinctement les faits marquants de l'exercice 2021-2022 (lire dans le détail notre édition du 2 décembre page 7). Pierre-Yves Ferru a répété le mot d'ordre général «Proximité, service et prix» qui animera l'entreprise en 2023.

ANCIEN PRÉSIDENT

Hommage à Hubert Grallet

Pierre-Yves Simonin a ouvert l'assemblée de la CAL en rendant hommage à Hubert Grallet, décédé en cours d'année. Issu de la COPAC de Lunéville, il était entré au conseil d'administration de la CAL, lors de la fusion au milieu des années 80, avant d'en prendre la présidence de 1994 à 2012. Hubert Grallet avait succédé à Jacques Racadot. Pierre-Yves Simonin a salué «la clairvoyance et le sens de l'engagement» de son aîné. Hubert Grallet fut aussi à l'origine de la création des Vergers de Lorraine, en 1982 et de Véga Fruits en 1991, impliqué qu'il était dans la filière fruits. Il s'était aussi investi à la Fédération française des coopératives agricoles, de collecte, d'approvisionnement et de transformation (FFCAT) qu'il présidera et contribuera à intégrer dans Coop de France, branche Métières du Grains. Hubert Grallet se verra ensuite confié le rôle de médiateur de la Coopération agricole.

COOPÉRATIVE AGRICOLE LORRAINE

Carbone, eau, transition énergétique : des recettes

En épilogue à son assemblée générale, la CAL a proposé une table ronde pour réfléchir aux méthodes alternatives, à la fertilisation des sols, à la décarbonation et à la transition énergétique. Afin de répondre aux enjeux de l'agriculture de demain. Extraits.

Deux temps forts ont dominé les «rencontres partenariales» organisées par la Coopérative Agricole Lorraine, le 16 décembre, à Nancy, en prolongement de son assemblée générale statutaire. A travers le témoignage de la glaciologue Heidi Sevestre sur le réchauffement climatique et l'officialisation d'un partenariat renforcé avec JCB, confirmé par le DG France, Philippe Girard (lire page 5).

Agriculture à challenger

Le président Pierre-Yves Simonin qui présidait à sa première «AG» a voulu prolonger la séquence, en réunissant autour d'une table ronde plusieurs experts, capables d'éclairer les adhérents de la coopérative sur des enjeux incontournables pour demain : la gestion du carbone et la préservation de la ressource en eau. Raphaëlle Poncelet, de la Coopération agricole Grand Est, qui animait le débat, a rappelé les objectifs de la stratégie nationale bas carbone, à l'horizon 2050.

L'agriculture, qui pesait 19 % des émissions nationales de gaz à effet de serre (GES) en 2017, doit réduire celles-ci de moitié. Dans le même temps, les autres secteurs économiques doivent les diviser par 6 à 10, selon les cas. En 2021, l'agriculture se situait à 5 % au-dessus de l'objectif d'émissions fixé par la loi. «L'agriculture est à challenger» affirme Raphaëlle Poncelet. Parmi les postes sensibles, le méthane lié à l'élevage et le protoxyde d'azote associé aux engrais des productions végétales. Pascaline Pierson, l'ingénieure régionale ARVALIS, est versée au quotidien dans la recherche de solutions. Pour elle, des leviers du carbone



De g. à d. ; Léa Drosne (Institut de l'élevage), Pascaline Pierson (ARVALIS), Philippe Girard (JCB), Antoine Clavel (pdt JA 54), Gilles Lassigne (dir pôle végétal CAL) et Raphaëlle Poncelet (La Coopération agricole Grand Est).

existent. La complémentarité entre grandes cultures et élevage doit permettre de les actionner. La gestion optimale des cultures passe par le calcul des doses, la modulation intra parcellaire, la baisse du nombre de passages du pulvé ou encore la réduction de la consommation énergétique pour le stockage et le séchage. Un travail sur les rotations passe par l'introduction des légumineuses et des espèces de printemps moins exigeantes en azote. Sa collègue Léa Drosne, de l'Institut de l'élevage (IDÉLE), partage ces préconisations. Elle argumente aussi sur le remplacement des tourteaux de soja par d'autres tourteaux au bilan carbone plus vertueux.

L'amélioration du stockage des déjections animales, fortement générateurs de GES, doit être priorisée, de même que la réduction du nombre d'animaux improductifs. Pour la spécialiste de l'élevage, les prairies constituent le premier enjeu du maintien du stock de carbone déjà en place.

Que la rémunération suive

Le président des Jeunes agriculteurs de Meurthe-et-Moselle,

Antoine Clavel, s'inscrit dans ces nouveaux objectifs qui s'imposent à la profession. Pour le syndicaliste. «Un jeune qui s'installe est conscient de son image dans la société et auprès du consommateur. Si l'on adopte une communication efficace, on réussira à valoriser le manger français». Mais prévient-il «le JA n'ira dans ce sens que si la rémunération suit». Traduction, la plus-value amenée par la vente de crédits carbone devra garantir l'efficacité de la ferme respectant les contraintes imposées.

Cela suppose aussi, sans jeu de mot, d'éviter une «usine à gaz» administrative pour gérer tout cela. ARVALIS réalise des simulations sur des fermes types lorraines, indique Pascaline Pierson. «Nous avons réussi à générer des crédits carbone entre 0,2 et 1,2 par hectare et par an. L'effet sur la marge nette fluctue de 0 à - 77 €/ha. Ceci nous interpelle car le coût d'équilibre se situerait entre 43 et 57 €/ha».

Gilles Lassigne, le directeur pôle végétal de la CAL, est concentré sur l'accompagnement réclamé par les adhérents. La coopérative est mobilisée en ce sens dans quatre directions et de façon transversale : semences, fertilisation, énergie, agroéquipement. La politique de services évolue concomitamment. En matière de machinisme, Philippe Girard détaille toute la recherche déployée par le groupe JCB pour prendre en compte l'environnement (lire page 5).

Gestion quantitative et qualitative de l'eau

La seconde thématique, la préservation de la ressource en

eau est introduite par Raphaëlle Poncelet. Les enjeux sont de natures quantitative et qualitative. En 2022, la sécheresse a nécessité des arrêtés limitant les prélèvements non prioritaires, y compris pour l'agriculture. Dans le Grand Est, le rendement des prairies permanentes au 20 septembre, accusait un déficit de plus de 60 % par rapport à la moyenne 1989-2018.

La prise en compte de la qualité de l'eau potable s'est traduite par un doublement des surfaces en zones vulnérables sur le bassin en 2022. La dégradation généralisée est constatée dans les eaux superficielles alimentant les principales villes de Lorraine. En matière de phytosanitaires, 14 % de la population du Grand Est consomme une eau sous dérogation en raison de métabolites. L'Agence de l'eau Rhin-Meuse préconise une vision de territoire. Elle apporte des soutiens, notamment à travers le contrat de territoire «eau et climat» qui consacre 28 M€ au maintien de l'herbe, soit le quart du budget de lutte contre les pollutions diffuses depuis 2015. Tant les instituts que la CAL sont mobilisés également sur cet enjeu eau.

Dans sa synthèse, Pierre-Yves Simonin a considéré que ces éléments de réflexion «doivent nous faire rebondir et passer en mode projet». La nouvelle gouvernance de la Coop est mobilisée, en particulier sur la responsabilité sociétale de l'entreprise. Elle range au rang de toute première de ses priorités l'accompagnement à la transmission entre générations d'agriculteurs.

Propos recueillis par Jean-Luc MASSON

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Élus, réélus

L'assemblée générale a renouvelé les mandats d'administrateurs de Bertrand Barbier (Benney, section centre), Philippe Poirot (Froville, section est) et Cyril Saunier (Girancourt, section sud). Jean-Luc Masselot (section centre), Benoît Marchal (section est) et Christian Poirot (section sud) ne se représentaient pas. Christian Gentilhomme succède à Christian Poirot. Florian Parisse (Bois-de-Haye, section nord) remplace Jean-Marc Oudot, démissionnaire. Enfin, Philippe Strabach (Gerbéviller, section est) fait lui aussi son entrée au Ca.

AGROÉQUIPEMENTS

ManutOne renforce son partenariat avec JCB

Le groupe CAL consolide son partenariat avec le constructeur de télescopiques JCB. ManutOne distribuera la gamme agricole sur Lorraine-Alsace ; et la gamme Travaux publics et industrie sur Grand Est et Bourgogne-Franche-Comté.

L'année 2023 s'annonce sportive dans le domaine du machinisme agricole en région Grand Est, et principalement en Lorraine. Le retrait de la carte John Deere, au 1^{er} février, au groupe Coopérative Agricole Lorraine (CAL), est le fait annonciateur d'un immense redéploiement de la distribution.

«Devenir leader»

Au printemps dernier, la CAL a filialisé sa branche agroéquipements pour se mettre au diapason des nouvelles exigences des constructeurs. En créant deux SAS Mecavista et ManutOne, elle a scindé ce pôle en deux branches bien distinctes. Mecavista regroupe l'activité toutes marques, hors télescopique. Et ManutOne rassemble l'activité télescopique de marque JCB. L'assemblée générale de la coopérative, le 16 décembre à Nancy, a été le théâtre de l'annonce du renforcement du partenariat avec JCB. Au 1^{er} janvier prochain, outre la distribution de l'ensemble de la gamme agricole (dont le Fastrac) sur l'Alsace et la Lorraine, entre dans l'escarcelle de ManutOne, celle de la gamme JCB Travaux publics et industrie sur les régions Grand Est et Bourgogne-Franche-Comté.

L'ambition est de «devenir leader dans les domaines des biens d'équipements pour la construction, l'urbanisation et l'aménagement du territoire» a argumenté Philippe Girard, le directeur général de JCB France, présent sur place pour l'événement. À l'horizon 2025, le chiffre d'affaires escompté s'affiche à 40 M€, avec une équipe de 35 collaborateurs.

Ludovic Brocard, le président de la commission agroéquipements du groupe CAL et de la SAS ManutOne, a situé l'accord intervenu, dans le sens de la diversification souhaitée des activités machinisme «après le développement du secteur espaces verts. En tant qu'acteur du territoire, nous saisissons une opportunité, en proximité et avec le sens du service». ManutOne dispose actuellement de deux bases à Virecourt (54) et Metz (57) et d'une équipe de dix personnes. Un permis de construire a été déposé pour réaménager l'ancien bâtiment de la CAAM de Ville-en-Vermois, propriété de la CAL, voué à devenir la base principale, à l'horizon 2024. Ludovic Bunier, en provenance du secteur BTP, a été recruté pour prendre la direction de ManutOne courant janvier, l'intérim étant assu-



Philippe Girard : «le moteur diesel n'est pas mort, en particulier avec les biocarburants».

ré par Didier Lemarquis, le directeur général adjoint de la CAL.

«Produire de l'hydrogène sur les fermes»

Philippe Girard a situé l'entreprise familiale britannique JCB. Une firme qui revendique le leadership mondial pour les matériels BTP, industrie et agriculture, à travers 23 usines, dont 12 en Angleterre. En 2021, JCB détenait 9,2 % du marché mondial et le troisième rang des livraisons en volume, pour 112.000 véhicules produits. La marque est présente en France depuis un demi-siècle, et «numéro un en volume depuis huit ans» détaille Philippe Girard, fils de paysan «qui a développé la branche agricole» dans l'Hexagone. JCB est, par ailleurs, le fabricant de ses propres composants, pour transmissions et moteurs, ce qui lui vaut une certaine indépendance.

Après avoir illustré les efforts réalisés par JCB en matière de réduction d'oxydes d'azote et de particules, Philippe Girard n'a pas nié les efforts qui restent à faire, en matière de diminution des émissions de CO2. La firme investit des moyens importants dans la recherche. Elle produit elle-même des moteurs diesels, un élément qui «n'est pas mort, nous continuons à travailler sur des carburants propres type biocarburants» affirme le chef d'entreprise. Elle développe aussi des solutions électriques, avec déjà un millier de machines commercialisées en France, et donc un premier retour d'expérience. «Particulièrement adapté sur de petites puissances et de petits usages».

Enfin JCB mise sur le développement du moteur à hydrogène, avec des premières machines qui pourraient sortir sur le marché «d'ici neuf mois». Philippe Girard place le débat sous l'angle de la souveraineté énergétique. «Vous agriculteurs, vous serez en mesure de produire de l'hydrogène qui repose sur la technique de l'électrolyse de l'eau».

Jean-Luc MASSON

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Heïdi Sevestre au contact des glaciers

Le réchauffement climatique n'est pas une simple vue de l'esprit. La glaciologue Heïdi Sevestre le mesure de ses Alpes natales à l'océan Arctique, où elle conduit régulièrement des missions scientifiques. Des observations qui jouent le rôle de «balises» sur le climat futur en France, avec des interactions sur l'agriculture. Un seul remède, «agir à l'unisson».

Après avoir étudié au lycée agricole de Poisy, en Haute-Savoie, Heïdi Sevestre est devenue maître de conférences à Edimbourg, spécialisée sur l'évolution des glaciers. Lors de l'assemblée générale de la Coopérative Agricole Lorraine, le 16 décembre, à Nancy, elle a livré son témoignage édifiant sur la fonte des glaciers.

Des glaciers «extrêmement utiles»

La scientifique projette d'entrée deux photos côte à côte, celles du glacier de Trient, dans les Alpes Suisses, prises respectivement en 1891 et 2010. Pas besoin d'un long discours pour mesurer l'ampleur des dégâts, en un peu plus d'un siècle. Heïdi Sevestre rappelle le caractère «extrêmement utile» des glaciers. Les fontes alimentent des captages et des barrages servant aux centrales électriques. Le Rhône en dépend pour 40 % de son débit. Les centrales nucléaires en ont besoin pour alimenter leur processus de refroidissement. L'agriculture, elle aussi, en bénéficie, que ce soit pour son énergie, pour l'irrigation ou encore pour maintenir un niveau d'eau nécessaire au bon fonctionnement du transport fluvial de ses denrées. À l'échelle du globe, 3,5 milliards d'êtres humains y trouvent un accès à l'eau douce.

«La Mer de glace fait peine à voir, soupire la glaciologue, nous pourrions perdre jusqu'à 94 % des glaciers des Alpes, avant la fin du siècle». Mais le plus spectaculaire se situe dans une terre bien plus «extraordinaire» encore. Heïdi Sevestre a préparé son doctorat au Royaume de Svalbard, un territoire de Norvège, couvert à 60 % par des glaces, au cœur de l'Océan Arctique, où l'on rencontre plus d'ours polaires que d'habitants. Son port d'attache, la petite ville de Longyearbyen, probablement la plus au nord de la planète, comprend une base de recherche scientifique. Cet endroit béni des Dieux renferme la «réserve mondiale des semences», à 130 mètres d'altitude, dans une ancienne galerie minière à une température de - 18°C toute l'année. La France a été le 146^e pays à y déposer des semences en 2016, sorte de stock stratégique de



Heïdi Sevestre : «être super pragmatique, l'action, l'action, l'action».

variétés typiques qui peut lui être restitué, en cas de problème.

«Notre science, beaucoup trop lente»

Pour y vivre des séjours réguliers, Heïdi Sevestre a pu mesurer que Longyearbyen est «la ville qui subit, le plus fortement sur terre, le réchauffement climatique, au rythme de six ou sept fois le reste de la planète». Ici, le glacier long de 30 km «bouge de 30 mètres par jour». En quarante ans, la banquise y a diminué de 40 %. L'océan qui en découle absorbe le rayonnement solaire. L'évolution s'observe aussi dans l'âge de cette banquise, la partie la plus ancienne étant plus résistante.

«Notre science est beaucoup trop lente pour appréhender tout cela» regrette la jeune femme. En 2017, Longyearbyen a subi une avalanche inédite en pleine ville, occasionnant l'affaissement d'une rangée de maisons et le décès de deux personnes. Des «canicules» y sont ressenties entre 5° et 8°C, alors que la moyenne des températures est généralement de - 20°C, avec des amplitudes de 30°C en quelques heures. 60 % des infrastructures reposant sur le permafrost -ce sol gelé en permanence- donnent des signes de fébrilité, et sont menacées à moyen terme.

Lors de sa dernière expédi-

tion «Climate Sentinels», pour comprendre l'action de la pollution atmosphérique, au mois d'avril, Heïdi Sevestre a encore constaté une aggravation de la situation. «Hallucinant, une succession de tempêtes de plus en plus violentes, avec des vents à 140 km/h... L'Arctique tel que nous le connaissons est en train de disparaître. Et alors ? Nous sommes seulement à 4.000 km de là-bas». Des observations qui jouent le rôle de «balises» sur le climat futur en France. «Votre travail est affecté par ces changements météorologiques» lance-t-elle aux agriculteurs. Le regard de la glaciologue sur le terrain corrobore les rapports du GIEC (groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) qui prédisent : plus d'événements caniculaires ; plus de précipitations fortes ; plus de sécheresses écologiques impactant le monde agricole. L'élévation du niveau des océans pourrait atteindre 2 à 3 mètres d'ici 2100.

Face à tout cela, «il faut être super pragmatique, l'action, l'action, l'action... pour protéger les futures générations». Heïdi Sevestre invite tout un chacun à réagir à l'unisson, sans rejeter la faute sur le voisin. Elle tend la perche au monde agricole pour qu'il bouge ses pratiques dans les années à venir.

Jean-Luc MASSON